



COPIE

PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Pôle Administratif des Installations Classées

Annecy, le 26 septembre 2018

RÉF : PAIC/CD

LE PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

ARRETE n°PAIC-2018-0087

Société SICN à Annecy – Modification des modalités de surveillance des eaux souterraines

VU le code de l'environnement et notamment son article R.181-45,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements, et notamment son article 43,

VU le décret du 3 novembre 2016 portant nomination de M. Pierre LAMBERT, Préfet, en qualité de Préfet de la Haute-Savoie,

VU les arrêtés préfectoraux n°1817-93 du 24 septembre 1993 et n°1391-94 du 19 juillet 1994 autorisant et réglementant les activités de la société SICN dans son établissement situé 4, rue du Radar à Annecy,

VU le courrier du 31 juillet 2002 dans lequel la société SICN déclare la cessation de certaines des activités de son établissement d'Annecy et la reprise des autres activités par la société GEMMA, au sein de ce même établissement,

VU l'arrêté préfectoral n°2003-1578 du 23 juillet 2003 réglementant l'établissement d'Annecy de la société SICN dans le cadre de la mise à l'arrêt définitif de ses activités,

VU l'arrêté préfectoral n°2005-1694 du 19 juillet 2005 abrogeant l'arrêté du 23 juillet 2003 précité, réglementant l'établissement d'Annecy de la société SICN dans le cadre de la mise à l'arrêt définitif de ses activités,

VU l'arrêté préfectoral n°2008-1219 du 24 avril 2008 complétant et modifiant l'arrêté du 19 juillet 2005 précité, et prescrivant notamment à l'exploitant la transmission d'une demande d'institution de servitudes d'utilité publique en vue de protéger les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et détaillant les modalités de surveillance des eaux souterraines,

VU l'arrêté préfectoral 2014182-0016 du 1^{er} juillet 2014 portant institution de servitudes d'utilité publique suite à l'arrêt des activités de la société SICN à Annecy,

VU l'arrêté préfectoral 2014182-0031 du 1^{er} juillet 2014, fixant, suite à l'arrêt des activités de la société SICN dans son établissement d'Annecy, des dispositions complémentaires d'assainissement de certains de ses locaux ainsi les modalités de surveillance des eaux souterraines dans l'emprise et dans l'environnement de cet ancien site,

VU le rapport établi par la société GINGER – BURGEAP le 1^{er} juin 2018, intitulé « AREVA SICN – Ancien site SICN Annecy (74) – Bilan quadriennal du suivi de la qualité des eaux souterraines (années 2014 – 2017) », transmis par la société SICN le 24 juillet 2018, faisant la synthèse des résultats de la surveillance des eaux souterraines prélevées sur le site et dans son environnement et proposant de poursuivre la surveillance des eaux souterraines dans les mêmes conditions que précédemment mais en abandonnant le suivi des métaux autres que l'uranium,

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 7 août 2018 relatif à l'examen des éléments transmis par la société SICN le 24 juillet 2018 concernant la surveillance des eaux souterraines,

CONSIDERANT que les résultats de la surveillance des eaux souterraines prélevées sur l'ancien site de la société SICN ainsi que dans son environnement montrent qu'il est nécessaire de poursuivre les analyses périodiques dans ce milieu mais que le suivi des concentrations des métaux autres que l'uranium peut être abandonné,

SUR proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Savoie,

A R R E T E

Article 1^{er}

L'article 2.4 de l'arrêté préfectoral 2014182-0031 du 1^{er} juillet 2014 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

« Article 2.4 – Nature et fréquence des analyses »

Les paramètres et la concentration des substances définis ci-dessous seront déterminés dans les échantillons prélevés, conformément aux méthodes de référence et normes en vigueur :

- pH,
- conductivité,
- uranium,
- activité volumique de chaque échantillon d'eau souterraine en émetteurs alpha,
- activité volumique de chaque échantillon d'eau souterraine en émetteurs bêta,
- le niveau piézométrique dans chaque ouvrage de prélèvement exprimé sur l'échelle NGF.

Les campagnes de prélèvements et d'analyses seront réalisées à une fréquence semestrielle. Chaque année, l'exploitant s'attachera à réaliser une campagne en période de hautes eaux et une en période de basses eaux.

Les résultats de ces campagnes de mesures seront transmis à l'inspection des installations classées au plus tard huit semaines après leur réalisation, avec systématiquement les commentaires de l'exploitant sur la cohérence des valeurs et sur l'évolution de la situation. Les incertitudes d'analyses seront jointes. Ces résultats seront en outre comparés aux valeurs de références en vigueur et en particulier aux critères définis dans l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 et dans l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008 précités. »

Article 2 :

L'article 2.5 de l'arrêté préfectoral 2014182-0031 du 1^{er} juillet 2014 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

« Article 2.5 – Bilan de la surveillance »

Avant fin 2021, l'exploitant transmettra au préfet, avec copie à l'inspection des installations classées, un bilan global de la surveillance des eaux souterraines accompagné de ses propositions sur les modalités de poursuite voire d'arrêt du suivi des eaux souterraines.

Ces propositions devront être dûment justifiées, notamment par les résultats d'analyses obtenus depuis le début de la surveillance ».

Article 3 – Recours

Le présent arrêté sera notifié à la société SICN.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Grenoble :

1. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision,
2. par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.


Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Article 4 – Exécution

Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Haute-Savoie et Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée au Maire d'Annecy.

Pour le Préfet,
La secrétaire générale,


Florence GOUACHE

